



Présidence
Direction générale
des services

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 19 MAI 2020

-

EN VISIOCONFERENCE

Le 19 mai 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Contrôleur budgétaire et de légalité, représentant le Recteur de la Région académique PACA

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. ELLERKAMP, RAULT, COSTA, LUNARDELLI, DURAND, WENZEL

Collège BIATSS

M^{mes} et M. POITEVIN, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et MM. ZAAFOUR, TEITGEN (départ à 17h55), WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et MM. ABEL-RODET (Ville d'Avignon), SANTONI (Conseil départemental de Vaucluse) (départ à 16h15), BISSIERE (Conseil régional Sud PACA) (départ à 16h40), NABOT (INRAE PACA) (départ à 16h50), FAURE (Société AGRO'NOVAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES) (départ à 16h30), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M. BERNARD (procuration à M^{me} ANDRE)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M. DIONE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. HOUZIEL, Agent comptable, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sécurité (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOURDAGEAU, Directeur des Ressources Humaines (DRH), Adjoint au DGS

M. BOUYER, Fondé de pouvoir de l'Agent comptable

M^{me} DECUYPER, Directrice des Affaires générales et de l'Aide au pilotage (DAGAP)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

M. RICHAUD, Doyen de l'UFR Sciences Humaines et Sociales

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 19 mai 2020**

1. Adoption des modalités de délibération à distance des instances administratives à caractère collégial d'Avignon Université
2. Crise sanitaire COVID-19 :
 - 2.1 Informations générales
 - 2.2 Décisions prises par le Président
3. Ressources humaines :
 - 3.1 Modification de la liste des emplois proposés au recrutement dans le cadre de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2020
 - 3.2 Approbation d'un transfert d'emplois entre Avignon Université et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
4. Approbation des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription
5. Approbation du projet de convention de coopération entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse au titre de l'année universitaire 2019-2020
6. Information sur les modifications apportées au calendrier des réunions du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2019-2020
7. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 26

Membres suppléés : 1

Membres absents et non suppléés : 1

1. Adoption des modalités de délibération à distance des instances administratives à caractère collégial d'Avignon Université

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux voix contre, trois abstentions*)

2. Crise sanitaire COVID-19 :

2.1 Informations générales

⇒ Pour information du Conseil d'administration

2.2 Décisions prises par le Président

⇒ Pour information du Conseil d'administration

⇒ Vote du Conseil d'administration sur le plan de reprise d'activité – phase 1 : favorable à l'unanimité

3. Ressources humaines :

3.1 Modification de la liste des emplois proposés au recrutement dans le cadre de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*quatre voix contre, quatre abstentions*)

3.2 Approbation d'un transfert d'emplois entre Avignon Université et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Approbation des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Approbation du projet de convention de coopération entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Information sur les modifications apportées au calendrier des réunions du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Pour information du Conseil d'administration

7. Questions diverses

⇒ Information sur la licence professionnelle « Tourisme et Economie Solidaire » (LP TES)

⇒ Information sur les droits d'inscription arrêtés par le Ministre de l'enseignement supérieur

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Adoption des modalités de délibération à distance des instances administratives à caractère collégial d'Avignon Université

Compte tenu du contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, le Conseil d'administration est invité à se prononcer sur la mise en place des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial de l'établissement (conseils centraux, instances de dialogue social, conseils des composantes, commissions paritaires...).

Le Président invite Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), à présenter ce point.

Les modalités de délibération à distance soumises au Conseil ont vocation à s'appliquer dès lors que la réunion des instances en présentiel est empêchée afin de garantir la continuité du fonctionnement des instances de l'établissement. Ces modalités pourront être mises en œuvre pendant toute la période de l'état d'urgence sanitaire actuelle et au-delà en cas de nécessité absolue.

Le texte prévoit la possibilité de réunir les instances au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle ou par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique permettant un dialogue en ligne ou par messagerie. Le règlement intérieur de chaque instance reste applicable sauf dispositions spécifiques portant sur les délibérations à distance (*cf. annexe point 1*).

La parole est donnée à Madame Florence Decuyper, Directrice des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP), qui présente les trois procédés de vote à bulletin secret :

- au moyen d'outil technique adéquat ;
- avec l'appui d'un huissier de justice et selon les modalités définies par ce dernier ;
- avec l'appui d'un agent du service administratif d'appui à l'instance désigné par le président de séance.

(*cf. annexe point 1 - Modalités de délibération à distance - article 8*)

Il est précisé que les modalités de délibération à distance telles que présentées ont recueilli l'avis favorable du Comité technique (CT) le 18 mai 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Jean-Pierre Costa revient sur le troisième procédé de vote à bulletin secret qui poserait des difficultés en termes d'anonymat. Il précise que des outils numériques garantissant le respect de l'anonymat existent et pourraient être mis en œuvre, plutôt que de recourir à une personne physique, en l'occurrence l'agent administratif en charge de la gestion de l'instance.

Madame Santoni prend la parole et rappelle que la situation exceptionnelle actuelle impose une certaine souplesse dans les nouveaux procédés à mettre en œuvre pour pouvoir s'adapter aux contraintes nouvelles.

Reprenant la parole, le VP CA précise que les modalités de délibération à distance prévoient trois procédés de vote à bulletin secret dont celui d'un outil technique adéquat. Le recours à l'agent administratif en charge de la gestion de l'instance sera envisagé dans le cas où l'outil technique ne serait pas opérationnel. Il rappelle à toutes fins utiles que celui-ci est soumis à l'obligation de discrétion professionnelle et a ordre de ne révéler à personne le sens des votes des membres de l'instance.

Le Président précise que ces trois procédés ont été prévus pour pallier à l'urgence, l'établissement va se doter d'outils numériques appropriés. L'outil informatique sera l'usage général, le recours à l'huissier concernera essentiellement des votes sur des dossiers sensibles (promotions, avancements de grade, élections...) afin de sécuriser les décisions de l'établissement. Le recours à l'agent administratif permet de conserver une certaine flexibilité dans la mise en œuvre d'un vote à bulletin secret notamment en cas de demande de vote à bulletin secret intervenant en début de séance.

A l'issue de ces échanges, le Président soumet les modalités de délibération à distance des instances administratives à caractère collégial au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux voix contre, trois abstentions)**

2. Crise sanitaire COVID-19 :

2.1 Informations générales

Le Président remercie et félicite l'ensemble des personnels qui ont fait preuve d'un engagement très fort pendant cette période de confinement. L'établissement a été fermé de façon très soudaine et la mise en protection des personnels et des étudiants ainsi que l'organisation du télétravail ont été les priorités. Dès les premières heures, les équipes se sont mobilisées pour organiser la poursuite des missions fondamentales. Un contact très étroit avec le Secrétaire du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et son Adjointe a permis de traiter toutes les questions liées aux risques professionnels, la protection des personnels y compris à distance. Tous les dispositifs ont été déployés pour soutenir les personnels qui auraient pu présenter ou qui ont manifesté une certaine sensibilité à cette période de confinement.

L'établissement a fortement communiqué via le site web institutionnel avec la création d'une page dédiée au Covid-19.

Dès les premiers jours de la crise, les équipes se sont fortement mobilisées autour de la continuité pédagogique. De nouvelles modalités de contrôle des connaissances (MCC) ont pu être mises en œuvre après consultation des directeurs de composantes et information auprès des membres élus de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (CFVU). Ces MCC basées sur un principe d'égalité ont été modifiées en faveur des étudiants et en prenant en compte tous les cas de figure de façon à minimiser l'impact de cette crise sur leur parcours de formation. De même, malgré des conditions extrêmement dégradées, le lien pédagogique a été maintenu du mieux possible avec des contenus adaptés.

Les travaux de recherche ont été interrompus soudainement à la fermeture de l'établissement. Certaines missions de terrain ont été autorisées pour la réalisation de prélèvements et de collectes de données en collaboration avec la cellule de gestion de crise.

La gestion des mobilités à l'étranger (personnels et étudiants) ainsi que le suivi des étudiants internationaux restés en France ont fortement mobilisé la cellule de gestion de crise, la Vice-présidente déléguée aux Relations internationales (VP RI) et la Directrice de la Maison de l'International (MDI). A ce jour, une cinquantaine d'étudiants est toujours à l'étranger. L'établissement reste en contact régulier avec eux pour s'assurer de leurs conditions de mobilité et les accompagner dans leurs démarches de rapatriement.

La majorité des dossiers nationaux (projets ANR, projets européens, contrat de plan Etat-Région...) a été suspendue avec des délais de report de plusieurs mois ce qui a permis de se concentrer presque exclusivement sur la gestion de la crise sanitaire.

Le dialogue stratégique et de gestion a quant à lui été maintenu. Le Président a à nouveau interpellé la Ministre sur la situation très critique de l'Université d'Avignon.

Un vaste plan de relance économique de la Nation a été lancé dans le cadre duquel l'université a fait remonter plusieurs projets d'investissements (travaux, équipements...) qui peuvent être engagés très rapidement pour accompagner les entreprises dans la reprise d'activité.

Avignon Université a su être réactive dans la gestion de cette crise, en anticipant continuellement les instructions nationales. Le Président tient à saluer l'engagement de la Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des risques (CSIR), la Conseillère de prévention, l'ensemble des agents du Pôle Sûreté et Sécurité Incendie (PSSI), la Direction opérationnelle des systèmes d'information (DOSI), la Direction du Patrimoine, la Direction de la Communication, tous les services centraux, mais aussi la Mission d'Appui à la Pédagogie Universitaire et Innovante (MAPUI). Il remercie également les directeurs de composante et vice-doyens aux études pour leur forte implication dans la continuité pédagogique et l'adaptation des modalités de contrôle des connaissances ainsi que tous les agents qui se sont engagés dans le télétravail.

L'université a pu contribuer à son humble échelle à la lutte contre la propagation du virus avec un soutien aux personnels soignants grâce au don d'équipements de protection par l'UFR Sciences, Technologies, Santé (STS) et l'Institut universitaire de technologie (IUT) (gants, blouses, charlottes, lunettes...). L'IUT a également contribué par l'utilisation d'une imprimante 3D pour la confection d'attaches de visières de protection. Le Directeur de la Maison de la Recherche (MDR) a créé un réseau pour approcher les entrepreneurs et les convoyeurs afin de faciliter les approvisionnements en période de restriction de la circulation.

A l'issue de ce point de situation global, le Président invite Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des ressources humaines (DRH), à présenter les actions mises en place pour les personnels pendant la période de confinement.

Une série de mesures à la fois de prévention et de prise en compte des difficultés ont été mises en œuvre. Le maintien du lien social et la lutte contre l'isolement ont été prioritaires. Les réseaux habituels ont été mobilisés en distanciel (tel que le réseau Prévention, Aide et Suivi – PAS – de la MGEN). Une cellule d'écoute dédiée et un dispositif d'échanges de pratiques entre les personnels ont été mis en place. La psychologue du travail et l'assistance sociale ont assuré des permanences téléphoniques et visioconférences accrues pendant le confinement.

Un certain nombre de guides pratiques et de conseils sur la gestion du travail à distance ont été publiés et diffusés auprès des directeurs et responsables et de l'ensemble des personnels.

Reprenant la parole, le Président invite Madame Audrey Abonnen, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU), à présenter un bilan des actions mises en œuvre au profit des étudiants.

Madame Abonnen présente les mesures déployées pendant la période de confinement :

- Permanences mails et téléphoniques assurées par la Médecine préventive, le Relais Handicap, le psychologue, les assistants sociaux du CROUS ;
- Diffusion d'un questionnaire à l'ensemble des étudiants pour recenser les difficultés financières, psychologiques, d'accès aux soins, d'accès aux équipements informatiques... ;
- Etroite collaboration avec les services du CROUS pour les aides sociales aux étudiants ;
- Distribution de chéquiers pour l'achat de produits de première nécessité en collaboration avec la Préfecture de Vaucluse ;
- Mobilisation de la Contribution de la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) avec la création d'une Commission CVEC exceptionnelle et temporaire qui se réunit hebdomadairement pour instruire les demandes d'aides à l'acquisition d'ordinateurs et/ou de clés 4G et d'aides liées à la perte d'emploi ou de gratification de stage. A ce jour, 312 demandes d'aides à l'acquisition de matériel informatique et/ou de clés 4G ont été recensées dont 133 dossiers traités. 79 800 euros ont été alloués, 23 400 euros sont en cours de validation (aide forfaitaire de 400 euros pour l'achat d'un ordinateur et de 100 euros pour l'achat d'une clé 4G). 153 demandes d'aides liées à la perte d'un emploi ou d'une gratification de stage ont été recensées dont 92 dossiers complets. 62 dossiers ont été traités dont 46 acceptés. 5 400 euros ont été validés (aide forfaitaire de 200 euros par étudiant), 3 800 euros sont en cours de validation ;
- Création d'une Commission de bourses de mobilité exceptionnelle et temporaire pour l'instruction des demandes d'aides liées au rapatriement de (ou à) l'étranger des étudiants d'Avignon Université, qu'ils soient en mobilité à l'étranger ou ressortissants étrangers en échange. A ce jour, 40 dossiers ont été remontés dont 27 complets et instruits soit 14 363 euros dont 10 000 euros versés par la région Sud PACA et 4 363 euros versés par l'établissement sur la ligne budgétaire Covid-19.

(cf. annexe point 2.1 – Présentation des aides à destination des étudiants)

Reprenant la parole, le Président remercie Madame Abonnen et l'ensemble des services qui se sont fortement mobilisés pour organiser la mise en œuvre de ces dispositifs.

A l'issue de ce point de situation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Gabin Widendaele souhaite aborder la situation des étudiants vacataires sans mission d'enseignement qui n'ont pas pu bénéficier d'une rétribution du fait d'une inactivité liée au confinement ni d'une compensation financière de la part de l'établissement. Le DRH précise qu'il ne s'agit en aucun cas d'une volonté de différenciation entre les vacataires. Les vacataires d'enseignement qui ont pu se livrer à un service en distanciel par le biais du télétravail ou de cours à distance ont fait l'objet d'une rémunération. Les chargés d'enseignement vacataires professionnels seront rémunérés à partir de la paie de juin. En ce qui concerne les moniteurs ou les vacataires en charge de mission d'accompagnement ou d'accueil des étudiants au sein de services qui sont aujourd'hui fermés, il y a une impossibilité à attester du service fait. Ces étudiants vacataires sont redirigés vers la Commission CVEC exceptionnelle qui pourra statuer sur une demande d'aide liée à la perte de revenus.

Monsieur Widendaele regrette cette situation qui révèle une inégalité de traitement entre les étudiants vacataires déjà dans une situation précaire.

Le DRH rappelle qu'il ne s'agit pas là d'un choix de l'établissement mais de l'application des règles de la comptabilité publique, c'est pourquoi ces étudiants sont réorientés vers le dispositif d'aide mis en place par l'établissement.

Reprenant la parole, le Président précise que les étudiants en grande difficulté ont la possibilité de recourir à l'ensemble des dispositifs disponibles qui ne sont pas concurrentiels et peuvent être tous cumulés.

Madame Delphine Blanke évoque la situation des étudiants qui se trouvent en zone dite « blanche » sans accès à un réseau internet. Elle demande s'il est possible de leur autoriser l'accès aux locaux de l'université pour leur permettre de poursuivre leur formation et rester à niveau par rapport au reste de la promotion.

Le Président précise qu'à l'heure actuelle l'accueil des étudiants n'est pas possible en raison de la situation pandémique. Ces étudiants peuvent solliciter auprès de la Commission CVEC exceptionnelle une aide forfaitaire de 100 euros pour l'acquisition d'une clé 4G. Une solution alternative est à l'étude à savoir autoriser l'accès aux locaux de manière ponctuelle pour venir récupérer des supports physiques de cours ou organiser leur diffusion par voie postale. Par ailleurs, le Président indique qu'il sera peut-être envisageable pour de petits groupes d'étudiants d'accéder aux locaux pour passer les examens entre le 20 et le 30 juin. Des instructions préfectorales sont attendues pour clarifier ce point.

Prenant la parole, Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (VP CFVU), précise que pour tous les étudiants qui n'ont pas pu accéder au plan de continuité pédagogique pour des raisons matérielles, il est prévu que les examens portent essentiellement sur des connaissances étudiées avant le confinement afin de ne pas les pénaliser.

Madame Blanke demande par ailleurs si l'université va être en capacité de mettre à disposition des enseignants à la rentrée prochaine des systèmes de visioconférence fiables et sécurisés et de doter les salles de cours d'équipements permettant le dédoublement d'effectifs étudiants.

Le Président indique que la DOSI a développé un outil existant et sécurisé. Néanmoins, des incertitudes subsistent quant à sa capacité à supporter un nombre significatif d'utilisateurs en simultané. Un certain nombre de salles de cours et d'amphithéâtres sur les deux campus vont être équipés de matériels de captation vidéo. En parallèle, la MAPUI va se lancer au mois de juin dans une étude systématique des modalités d'enseignement à distance pour l'ensemble des cours (diaporamas commentés, macro-hybridation, dédoublement des effectifs...).

Monsieur Allal Berrag pose la question de l'accès des doctorants sous statut étudiant aux locaux de l'université. Le Président indique que le statut de doctorant est lié à leur inscription en thèse de doctorat. Dans le cadre de leurs activités de recherche, l'accès aux laboratoires et à la bibliothèque universitaire leur est autorisé sous réserve du strict respect des consignes sanitaires en vigueur.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

2.2 Décisions prises par le Président

Le VP CA informe les administrateurs des décisions prises par le Président dans ce contexte d'urgence sanitaire.

- Recours à la ligne budgétaire Covid-19 ;
- Création d'une Commission CVEC exceptionnelle et temporaire pour traiter des demandes d'aides à l'acquisition de matériel informatique, de clé 4G et d'aides liées à la perte d'un emploi ou d'une gratification de stage (*cf. annexe point 2.2 – Arrêté Présidence n°2020-011*) ;
- Création d'une Commission de bourses de mobilité exceptionnelle et temporaire pour traiter des demandes d'aides liées au rapatriement des étudiants en mobilité (*cf. annexe point 2.2 – Arrêté Présidence n°2020-010*) ;
- Adaptation des MCC 2019-2020 (*cf. annexe point 2.2 – Arrêté n°2020-03-SES*) ;
- Mise en situation de télétravail ou en autorisation spéciale d'absence (ASA) des personnels.

A l'issue de cette présentation, le VP CA invite Madame Andrzejewski à présenter le plan de reprise d'activité (PRA) – phase 1 de l'université.

Les priorités sont les suivantes : la protection de la santé des personnels et des visiteurs, la reprise d'une activité de recherche et de certaines fonctions supports afin de préparer au mieux la seconde phase de la reprise d'activité.

Préparation du PRA : la cellule de gestion de crise a lancé une vaste consultation de l'ensemble des services, composantes, départements, laboratoires afin de recenser les activités « non-télétravaillables », les échéances et les difficultés propres à chaque structure. D'un point de vue logistique, la cellule de gestion de crise assure les commandes d'équipements de protection individuelle et collective. Une opération de désinfection des locaux a été programmée.

Organiser le retour sur les sites : le PRA est établi sur la base d'un fonctionnement « établissement fermé au public » et des contraintes d'organisation pour pallier au manque d'effectif et rationaliser les coûts : réduction des plages horaires d'ouverture, télétravail privilégié, filtrage et enregistrement des entrées sur l'ensemble des sites, fermeture des lieux de restauration collective et des salles de pause jusqu'à nouvel ordre. Le retour des agents de la Direction du Patrimoine et du PSSI est effectif depuis le 11 mai dernier pour permettre l'accueil des entreprises de travaux, la réalisation des opérations de réparation, la configuration des espaces de travail et de réunion, la mise en sécurité des sites et des personnels, la distribution des équipements de protection individuelle et la réception des livraisons, du courrier...

Organiser le retour des personnels : le télétravail reste privilégié pour toutes les missions/fonctions qui s'y prêtent. Une planification hebdomadaire des personnels sur site est remontée à la DRH et la cellule de gestion de crise pour organiser la reprise d'activité en présentiel. La DRH recense les personnels en situation de fragilité, les personnels parents d'enfants non scolarisés ou les personnels rencontrant des difficultés de transport.

Un kit sanitaire individuel est distribué à chaque personnel dès son arrivée sur le site. Le réapprovisionnement est réalisé autant de fois que nécessaire tout au long de la période critique. Les personnels sont informés des consignes sanitaires en vigueur au sein de l'établissement lors de la remise du kit sanitaire.

Les équipements de protection collective sont installés sur l'ensemble des sites de l'université : distributeurs de GHA à l'entrée des sanitaires, écrans plexiglass sur les postes au contact du public, signalétique, sens de circulation. Les protocoles de nettoyage dans les zones de circulation et les sanitaires ont été renforcés. Des protocoles de nettoyage spécifiques aux laboratoires de l'UFR STS ont été mis en place en lien avec la Conseillère de prévention et les assistants de prévention.

Préparer les étapes suivantes du PRA : une évaluation sera réalisée après 3 semaines de mise en œuvre du PRA – Phase 1.

Si la situation est favorable : poursuite progressive et prudente de la reprise d'activité, tenue en présentiel des examens et des instances plénières, organisation de certains travaux scientifiques de longue durée.

En cas de situation défavorable : application des recommandations nationales, réévaluation des modalités de reprise d'activité, anticipation d'une nouvelle fermeture de l'établissement et de l'arrêt des activités en présentiel.

(cf. annexes point 2.2 – diaporama de présentation)

Il est précisé que le PRA – Phase 1 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CHSCT et du CT les 14 et 18 mai dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Magali Rault demande si les candidats peuvent accéder aux locaux de l'université lors de la tenue des comités de sélection. Le DRH indique que seuls les membres des comités appartenant à l'établissement ou étant proches de l'établissement (moins de 100 km) y sont autorisés (normes nationales liées au transport). La règle des 100 km est également applicable aux candidats. Le président du comité de sélection est souverain pour ajuster les procédures afin de respecter l'équité de traitement entre les candidats.

Madame Nathalie Macé-Barbier demande si des dérogations peuvent être accordées lors de la tenue des comités de sélection en termes d'horaires d'ouverture de l'établissement.

La CSIR confirme que toutes dispositions sont prises afin que les comités puissent se tenir jusqu'à leur terme.

A l'issue de ces échanges, le Président soumet le PRA – Phase 1 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Ressources humaines :

3.1 Modification de la liste des emplois proposés au recrutement dans le cadre de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2020

Le VP CA indique que le poste de professeur des universités (PR) en section 14-08 (profil Humanités et cultures de la Renaissance dans l'espace méditerranéen) inscrit dans la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2020 était ouvert via la procédure de recrutement de l'article 46-4° c'est-à-dire ouvert à certaines catégories de personnes : celles dotées d'une expérience d'au moins 6 ans autre que dans l'enseignement ou des enseignants associés à temps plein au 1er janvier de l'année du concours ou des maîtres de conférences membres de l'Institut Universitaire de France (IUF) ou des directeurs de recherche. Ces quatre catégories de personnes sont les seules habilitées à candidater à cette voie de recrutement.

Le choix de cette voie de recrutement a été motivé pour des raisons de politique scientifique et de promotion de l'excellence scientifique dans l'établissement. Parmi les personnes potentiellement candidates, il y en a au moins une dont les conditions d'éligibilité à cette voie de recrutement sont sujettes à contestation, créant ainsi un risque contentieux important sur ce concours. Afin d'éviter de se trouver dans une situation d'annulation une fois le concours lancé ou le recrutement réalisé, il est proposé de retirer cet emploi de la campagne 2020 et de remettre ce concours à l'étude lors d'une prochaine campagne d'emplois dans des conditions différentes. Cette mesure vise à anticiper un risque qui pèse sur ce concours.

Il est précisé que la modification de la liste des emplois proposés au recrutement dans le cadre de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2020 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 18 mai 2020.

(cf. annexe point 3.1)

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Frédéric Gimello-Mesplomb demande s'il s'agit d'un retrait définitif du poste ou si le poste sera remis au concours ultérieurement selon une autre voie de recrutement.

Prenant la parole, le DRH indique qu'il s'agit d'un retrait définitif de ce poste sur la campagne 2020. En 2021, d'autres types de solutions pourront être examinées à condition que tous les acteurs de l'établissement les proposent également.

Prenant la parole, Monsieur Berrag demande des précisions sur les conditions de recevabilité qui sont sujettes à contestation dans le cadre d'une candidature interne.

Le VP CA indique que le risque de contentieux est lié à l'appréciation des conditions de prorogation ou de suspension de la période d'appartenance d'un candidat à l'IUF.

Prenant la parole, le Président précise que la procédure de recrutement IUF repose sur des viviers extrêmement réduits.

Monsieur Axel Zaafour s'interroge sur l'opportunité de retirer ce poste quand bien même un autre candidat déposerait un recours.

Le DRH indique que si la recevabilité d'un candidat pose une difficulté, tous les autres candidats ont qualité et intérêt à agir pour contester le concours et ses résultats. Il s'agit bien d'un concours général organisé en fonction des conditions pour pouvoir y postuler qui s'inscrit également dans le cadre d'une politique d'établissement visant à favoriser la participation des membres internes de l'établissement lorsqu'ils remplissent une de ces conditions et particulièrement celle de l'IUF. Ce serait un échec assez complet si effectivement on était à la fois dans une situation d'annulation de la décision d'organisation du concours, une annulation éventuellement du recrutement qui a été opéré, des indemnités dues à un certain nombre de candidats requérants.

Monsieur Gimello-Mesplomb s'interroge sur les possibilités de recours qui pourraient naître du fait du retrait de ce poste de la campagne 2020. Par ailleurs, il demande si le support budgétaire de ce poste sera maintenu l'an prochain.

Le VP CA précise qu'effectivement un recours peut toujours intervenir mais il rappelle qu'aucun candidat n'a de droit individuel à voir le poste mis au concours. Il est donc opportun de procéder au retrait de ce poste parce qu'il serait dommageable pour l'établissement de poursuivre cette procédure de recrutement malgré le risque important d'irrégularité.

Sur le plan budgétaire, il n'y a pas de difficulté, cette question étant indépendante du choix de la voie de recrutement.

Monsieur Berrag revient sur les critères de recevabilité de la candidature IUF interne et évoque certains éléments du dossier individuel de l'enseignant.

Le DRH indique que les conditions d'éligibilité à cette voie de recrutement ont été éclairées par une réponse ministérielle, intervenue très tardivement.

Reprenant la parole, le VP CA précise que l'intérêt d'un poste de PR dans cette section n'est pas remis en cause. Une autre voie de recrutement pourra être envisagée lors d'une campagne ultérieure.

Le Président rappelle le processus d'élaboration d'une campagne d'emplois. S'il y a le consensus des composantes et des laboratoires, la gouvernance s'engage à suivre les propositions qui seront faites.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la modification de la liste des emplois proposés au recrutement dans le cadre de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (quatre voix contre, quatre abstentions)**

3.2 Approbation d'un transfert d'emplois entre Avignon Université et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

Dans la perspective de la création de l'Institut national supérieur de l'éducation artistique et culturelle (INSEAC) à Guingamp, la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) souhaite procéder au transfert d'un emploi de professeur et de trois emplois de maîtres de conférences d'Avignon Université vers le CNAM, porteur de cette nouvelle structure. Cette opération sera suivie d'une procédure de mutation, à leur demande, des quatre enseignants-chercheurs occupant ou ayant occupé ces emplois (*cf. annexe point 3.2*).

L'établissement accepte ce transfert sous réserve de la compensation intégrale de la masse salariale correspondante. Le Ministère a donné l'assurance du maintien de la masse salariale à Avignon Université afin qu'il soit procédé au recrutement de nouveaux enseignants.

La composante, le département et le laboratoire concernés vont engager une réflexion sur les recrutements à venir et faire remonter les besoins. Dans l'immédiat, cette masse salariale a été utilisée en urgence pour le recrutement de deux ATER et d'un LRU pour assurer les enseignements à la rentrée prochaine.

Monsieur Alain Richaud, Doyen de l'UFR Sciences humaines et sociales (SHS), précise que l'équipe pédagogique est en pleine réflexion et planifie le recrutement sur les années à venir pour compenser la perte de ces collègues qui emportera nécessairement une redéfinition des orientations pédagogiques et scientifiques.

Il est précisé que l'opération de transfert d'emplois entre Avignon Université et le CNAM a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 18 mai 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag souligne l'importance de procéder à des recrutements de titulaires sur ces quatre postes laissés vacants précédemment occupés par des personnels titulaires.

Le Président confirme que quatre postes d'enseignants titulaires seront mis au concours. Compte tenu du faible taux d'encadrement des formations concernées, la composante aura tous les arguments pour légitimer ses besoins en matière d'emplois.

Monsieur Costa demande des précisions sur le maintien des supports de postes à l'université.

Prenant la parole, le DRH indique que les mutations vont être opérées au 1er septembre 2020. Dès lors, les quatre emplois vont être transférés vers le CNAM pour pouvoir accueillir les personnels en mutation et l'université recevra ipso facto une compensation dans sa délégation en crédits de masse salariale en tiers d'année puis en année pleine à compter du 1er janvier 2021 et ce de manière sociée.

Monsieur Gimello-Mesplomb salue la grande réactivité de l'établissement dans le recrutement des contractuels pour pallier les besoins en vue de la rentrée 2020. Il demande si ces postes resteront fléchés vers la composante SHS dans les campagnes d'emplois à venir.

Le Président confirme que la gouvernance a toujours pris en compte les situations exceptionnelles. Il s'engage à reconstituer l'équipe impactée sur les années du mandat restant à courir, sur la base des réflexions qui auront été menées au sein de l'UFR SHS. Le Président est pleinement conscient de l'impact de cette perte d'effectifs sur la formation et le laboratoire.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet cette opération de transfert d'emplois entre Avignon Université et le CNAM au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4 Approbation des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription

Conformément à l'arrêté annuel relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur, le CA est appelé à définir les critères généraux des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription.

Le VP CA présente les critères proposés pour les demandes d'annulation d'inscription formulée avant et après le début de l'année universitaire (*cf. annexe point 4*).

Il précise qu'il ne s'agit pas d'exonération de droits mais bien de remboursement des droits d'inscription. Il indique que le remboursement est de droit avant le début de l'année universitaire et qu'aucun remboursement ne pourra être effectué après le 31 octobre.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5 Approbation du projet de convention de coopération entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse au titre de l'année universitaire 2019-2020

Ce projet de convention définit les modalités de coopération entre Avignon Université et le GRETA Vaucluse dans le cadre du diplôme d'université « Conducteur de systèmes de production automatisés » porté par le Service de la Formation tout au long de la vie (SFTLV) (*cf. annexe point 5*).

Conformément à la délibération n°2017-055 du CA en date du 27 juin 2017, ce projet de convention prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il requiert l'approbation préalable du Conseil.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke note une incohérence sur le volume horaire de la prestation et le montant indiqué.

Il est confirmé que la prestation porte sur six jours d'enseignement sur un plateau technique pour un montant total de 4 200 euros.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6 Information sur les modifications apportées au calendrier des réunions du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2019-2020

Compte tenu de l'absence de réunion des instances pendant la période de confinement, le calendrier des instances de dialogue social et des conseils centraux a été révisé pour la période de juin et juillet 2020.

Le CA se réunira à deux reprises d'ici la fin de l'année universitaire afin de traiter les dossiers mis en attente pendant la fermeture de l'université et se prononcer sur le plan de reprise d'activité pour la rentrée 2020 (*cf. annexe point 6*).

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

7 Questions diverses

Deux points d'information ont été inscrits à l'ordre du jour de séance au titre des questions diverses :

Information sur la licence professionnelle « Tourisme et Economie Solidaire » (LP TES)

En préambule, le VP CA indique qu'aucune décision de fermeture de la formation n'a été prise. Il rappelle que les décisions d'ouverture et de fermeture d'une formation relèvent des attributions du CA sur proposition de la CFVU.

En revanche, lorsqu'une formation est autorisée à ouvrir, elle peut se retrouver en situation de ne pas fonctionner (défaut de candidat, défaillance d'un partenaire financeur...). En l'occurrence, les membres de l'équipe pédagogique de la LP TES enseignants de l'université ont démissionné de la formation. Il n'y a plus aucun intervenant d'Avignon Université engagé dans la formation. Celle-ci se trouve donc dans l'impossibilité d'ouvrir à la rentrée prochaine.

Dans ce contexte, les candidats ont été informés qu'ils ne pourront pas être accueillis dans cette formation à la rentrée 2020 afin qu'ils puissent d'ores et déjà rechercher une formation alternative.

Le VP CA précise que les démissions des membres de l'équipe pédagogique sont motivées par le non-renouvellement du contrat de MAST du responsable pédagogique de la LP TES. Ces enseignants ont refusé toute autre proposition de responsable pédagogique.

Prenant la parole, Monsieur Grégory Durand demande s'il ne serait pas envisageable de recourir à la masse salariale récupérée dans le cadre du transfert des quatre emplois au CNAM pour financer à titre exceptionnel le renouvellement du contrat de MAST du responsable pédagogique de la LP TES.

Le Président indique que conformément à la politique d'emplois de l'établissement engagée depuis quelques années dans la réduction du nombre de supports temporaires (MAST et PAST) pour privilégier des emplois titulaires de maîtres de conférences et de professeurs des universités, un travail a été engagé à la demande des formations pour utiliser ce support de MAST afin de financer un support de maître de conférences. Dans ce contexte, un emploi de maître de conférences a été mis au concours afin de pérenniser cette formation. Le responsable actuel de la LP TES a participé au concours mais n'a pas été retenu. Afin de ne pas mettre en péril la formation et permettre une année de passation avec l'enseignant nouvellement recruté, un effort financier a été réalisé pour augmenter le coût de la campagne d'emplois et maintenir, le temps d'une seule et unique année, l'emploi de MAST en 2018-2019.

La reconduction a toutefois été renouvelée exceptionnellement pour l'année 2019-2020.

Deux maîtres de conférences de l'université sont spécialisés sur les questions de tourisme, d'économie sociale et solidaire et sont en capacité de s'investir dans la LP TES. Il appartient donc à ce vivier d'enseignants d'assumer leur responsabilité et de faire vivre cette formation.

Monsieur Yves Faure note que cette formation en alternance a permis de développer de nombreux partenariats avec des entreprises du territoire. Il s'interroge sur la possibilité de trouver une solution en collaboration avec ces partenaires.

Le Président indique que la collaboration des entreprises dans le cadre de cette formation est insuffisante pour couvrir les coûts complets de formation. Une participation du CFA Epure a été mise en place l'an passé au profit du responsable pédagogique mais le dispositif arrive à son terme. Il n'y a pas à proprement parler de participation financière des partenaires, qu'ils soient publics ou privés.

La question de la passation de la responsabilité pédagogique aurait dû être traitée il y a déjà deux ans. Cette année de non-ouverture de la LP TES doit être mise à profit pour repenser une possible réorganisation et/ou réorientation thématique de cette licence. Il appartient aux composantes impliquées dans cette licence de faire remonter des besoins en emplois.

La situation actuelle de la LP TES révèle toute la fragilité de laisser des diplômés d'Etat sous la seule responsabilité de personnels non titulaires, mettant ainsi l'établissement en porte-à-faux et en grande difficulté. Le Service Public doit s'inscrire dans la stabilité et dans la durée. Les membres de l'équipe pédagogique ont disposé de deux ans pour s'organiser et assurer cette pérennité. Ce temps de pause permettra de tirer toutes les conséquences, les équipes sauront rebondir pour proposer des solutions originales en mobilisant les composantes et les formations déjà impliquées.

Prenant la parole, le VP CFVU souligne la qualité et la pertinence de cette formation. Le profil du poste mis en concours il y a deux ans a été dessiné en ce sens et l'on ne peut que regretter que la personne recrutée n'ait pas pris la responsabilité de cette formation. Durant deux années, des efforts de conciliation ont été faits auprès des membres de l'équipe pédagogique sans jamais aboutir. Des appels à candidatures ont été lancés, une candidature qui avait été sollicitée pour s'impliquer dans la formation a été refusée par l'équipe enseignante. Le recrutement au sein de cette LP TES a dû être interrompu en raison du retrait de l'équipe pédagogique.

Prenant la parole, Madame Nathalie Lunardelli fait part d'un témoignage de certains membres de l'équipe de langues étrangères appliquées (LEA) sur la collaboration fructueuse entre la licence LEA et la LP TES au profit des étudiants du parcours tourisme (passerelle, intervention des professionnels sectoriels...) au travers notamment du projet du pôle tourisme et la contribution majeure du responsable pédagogique de la LP TES qui a grandement contribué à cette synergie. Le projet du pôle tourisme s'inscrit pleinement dans les axes identitaires de l'établissement et suppose qu'il soit porté par un collègue expert qui connaisse le monde professionnel et le secteur du tourisme. Par ailleurs, en ce qui concerne la sollicitation de Monsieur Yannick Hascoet pour prendre la responsabilité pédagogique de la LP TES, les membres de l'équipe de LEA souhaitent rappeler que la fiche de poste de maître de conférences mis au concours prévoit un rattachement à l'UFR ALL et non au SFTLV. Ils en appellent à la sensibilité dont la gouvernance a fait preuve à propos du rayonnement de ces formations, de l'importance d'entretenir des réseaux avec le monde professionnel et de ce projet de pôle tourisme pour maintenir la LP TES et reconfirmer à sa tête le responsable pédagogique actuel en tant que MAST.

Prenant la parole au nom de la Ville d'Avignon, Madame Laurence Abel-Rodet mesure le succès et les besoins auxquels répond cette licence. Elle souligne la nécessité de communiquer avec clarté pendant cette année de transition pour éviter une pénurie de demandes à la rentrée suivante. Par ailleurs, cette formation doit conserver sa coloration économie sociale et solidaire et développement durable qui sont des voies d'avenir. Pour conclure, elle souhaite savoir ce qu'il advient des étudiants déjà engagés dans cette formation.

Sur ce dernier point, le VP CA indique que la licence se poursuit sur le reste de l'année universitaire, les étudiants pourront bénéficier de cette formation jusqu'à son terme et valider leur diplôme.

Sur la question de la pérennisation des formations, une formation ne peut être portée que par une seule personne, quels que soient ses mérites. Il était impératif d'amorcer une passation avec la mise au concours du poste de maître de conférences évoqué plus haut. Les éléments du profil de poste affichent clairement les besoins pédagogiques et professionnels « *autour de la question du tourisme, déclinée dans sa dimension numérique et dans une dimension de développement durable* ». Sur le profil, il est attendu « *une spécialisation sur les questions touristiques, notamment celles touchant au tourisme durable* ». Ce profil de poste était clairement orienté vers le renforcement de cette licence professionnelle, ce qui explique notamment que le responsable pédagogique de la LP TES ait candidaté.

Prenant la parole, le VP CFVU souhaite lever une confusion en rappelant que tous les enseignants de l'université sont rattachés à une composante et non pas au SFTLV. Par contre, tous les enseignants-chercheurs de l'établissement sont amenés à intervenir dans la formation continue.

Madame Sandra Poitevin soulève la problématique du manque de valorisation des responsabilités pédagogiques au sein de l'université. Elle regrette que les candidatures étudiantes aient été ouvertes avant même qu'une solution n'ait été trouvée. Certains étudiants se retrouvent dans une situation difficile de surcroît dans le contexte actuel de crise sanitaire. Elle s'interroge sur la possibilité d'une ultime tentative de conciliation afin de trouver une solution provisoire qui permettrait de maintenir l'ouverture de la LP TES à la rentrée 2020.

Le Président tient à rappeler que le départ du responsable de formation couplé avec un départ en retraite était connu depuis plusieurs années. Le responsable pédagogique s'était engagé à assurer la passation et la constitution de l'équipe pédagogique. Le profil de poste du maître de conférences recruté est limpide. Il revient aux démissionnaires de proposer des solutions, la gouvernance accompagnera ces propositions comme cela a été fait par le passé. Les candidats à la LP TES ont été informés en amont afin de leur laisser le temps de candidater à d'autres diplômes proposés dans ce domaine sur le territoire.

Prenant la parole, Monsieur Widendaele s'étonne que ce débat ne soit pas porté devant les instances de l'université.

Sur cette question, Monsieur Berrag estime que la consultation des instances en amont aurait pu permettre de prémunir l'établissement de cette difficulté.

Le VP CA rappelle qu'il n'y a pas de doute sur l'intérêt et la qualité de cette formation. Aucune demande de fermeture de cette formation n'a été présentée devant les instances. La problématique ne se situe pas à ce niveau et ne relève donc pas des attributions des conseils centraux. Il s'agit de questions internes aux composantes.

Monsieur Guido Castelnovo tient à rappeler que le tourisme durable est un univers de présent et d'avenir. Nous sommes dans un cas dans lequel les règles, le bon fonctionnement de l'établissement sont mis à rude épreuve. Si les problèmes d'organisation interne d'une formation ne sont pas résolus, il est risqué et dangereux de parer au plus pressé d'une année sur l'autre. Lorsque les solutions ne sont pas trouvées pendant une certaine période, il est parfois important en termes de crédibilité de la formation et de l'établissement de faire un pas en arrière pour pouvoir effectivement, avec conviction et confiance, repartir au mieux l'année suivante.

Prenant la parole, Monsieur Jean-Pierre Costa entend les arguments avancés et les partage. C'est un sentiment collectif de gâchis qui prévaut aujourd'hui. Il s'interroge sur la possibilité à ce stade de l'année universitaire de relancer une ultime consultation de l'équipe pédagogique pour pouvoir trouver une solution et permettre l'ouverture de la LP TES à la rentrée 2020.

Le Président en appelle à la responsabilité de chacun.

Information sur les droits d'inscription arrêtés par le Ministre de l'enseignement supérieur

Monsieur Gabin Windendaele souhaite évoquer l'indexation des frais d'inscription sur l'inflation annoncée par la Ministre au mois d'avril dernier. Cette hausse s'élève à +/- 1,2% par an. Il souhaite connaître la position de l'établissement sur cette question et les mesures qui seront mises en place pour pallier à cette indexation alors même que les aides ne seront pas indexées sur l'inflation.

Le VP CA indique que la fixation des droits d'inscription ne relève pas de la compétence de l'université mais du Ministère de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, les administrateurs sont informés que Madame la Ministre de l'ESRI a annoncé ce jour la suspension de cette mesure.

A l'issue de ces échanges, le Président informe les membres du CA du départ de Monsieur Gérard Houziel, Agent Comptable de l'université, qui est appelé à de plus hautes fonctions dans le cadre d'un retour à son Ministère de tutelle. Il salue sa rigueur professionnelle, l'excellence de son expertise mais également sa capacité à proposer des solutions. Monsieur Sébastien Bouyer, son Fondé de pouvoir, a été nommé Agent comptable par intérim le temps d'organiser un recrutement prévu pour la rentrée universitaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h55.

Le Président d'Avignon Université

Philippe ELLERKAMP

